

• **Avril**/**Mai 2023 • Numéro 200** •

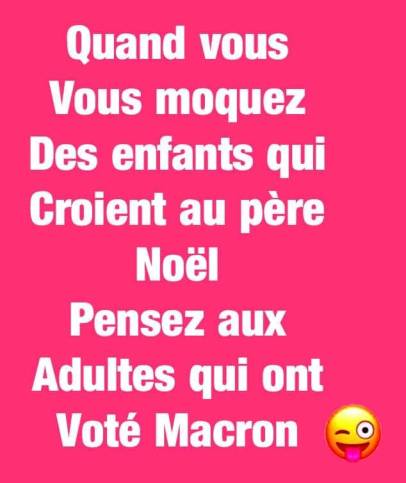
Macron, on n’en peut plus, mais après, c’est quoi ?

Edito : Macron, on n’en plus, mais après, c’est quoi ?

*Par Jean-Luc Gonneau Illustrations glanées sur le net par la Rédaction et par Idalio Bruno.*

*Macron, on en a fait le tour. Dans quatre ans, bye bye. Il aura marqué L’Histoire, catégorie poubelles. Pendant quatre ans, il ne pourra pas se débarrasser de la honte due à sa réforme des retraites, tel un capitaine Haddock avec son bout de sparadrap. Lui, ce seraient plutôt des kilomètres de sparadrap qu’il devrait trainer, de quoi en refiler quelques morceaux à M’ame Borne, sa souffre-douleurs, G. Attal, célèbre moulineur de vide, B. Le Maire, ministre-délégué à la protection des intérêts de la phynance, O. Dussopt et O. Véran qui essayent, en vain, de faire croire qu’ils sont toujours « de gauche » : on ne sait jamais, ça pourrait servir pour la suite. N’oublions pas G. Darmanin, à qui, à l’instar de son « opposant » E. Ciotti, il ne manque pas grand’chose pour rejoindre le Rassemblement National (il trouve M’ame Le Pen « molle » face à l’immigration). Il y en a sans doute quelques autres. Et nous n’avons pas inclus M. Schiappa, qui a au fil des ans, avec une remarquable ténacité, constitué sa propre collection personnelle de bouts de sparadrap. Mais revenons à Macron, leur maître en toutes choses, leur donneur d’ordres, quasi divin inspirateur.*

*En quatre ans, malgré les kilomètres de sparadrap, les milliers peut-être de casserolades, et même, en juin ou plus tard, un (très) éventuel retrait de la réforme que chacun sait, Macron peut toujours continuer à détricoter les services publics (pour le plus grand bien des intérêts privés qui lui sont si chers) et aiguiser les dissensions (ainsi, la xième loi sur l’immigration est certes reportée, mais pas abandonnée) à coups de décrets discrets, d’ordonnances ne passant pas par le Parlement, ou de lois agréables aux députés Les Républicains ou même à un accord tacite du Rassemblement National.*



*Peut-être pas tout de suite, car l’heure est à la tournée présidentielle des casserolades, où le président saupoudre des promesses sucrées assorties de la perspective de quelques milliards sortis d’on ne sait où, afin de remplir le panier garni promis vers le 14 juillet, à l’issue des « cent jours », susceptible de « donner du sens » à l’action gouvernementale.*

*Promesses qui seront au mieux tenues de façon édulcorée, au pire plongées dans les ténèbres de l’oubli, comme l’ont été celles issues des « grands débats » ou des quelques « Grenelle » des années passées.*

*Et boum, le lendemain, le monarque tranche : pas de vote, le 49.3. Le monarque reste impavide : qu’importe s’il exacerbe les colères populaires, ce ne seront pas « ceux qui ne sont rien » qui le feront plier. Et la pauvre madame Borne, qui l’avait quand même un peu cherché lors de ses vaticinations précédentes, en prend plein la tronche, ce que peu chaut au monarque.*

*Dans quatre ans, (certains disent « peut-être avant », mais, dans la lignée de la métaphore bien connue, il apparaît que le sujet concerné soit accroché à sa présidence comme la moule à son rocher, et Lénine aurait probablement et à juste titre que « les conditions objectives ne sont pas réunies »), Macron rendra enfin son tablier.*



*Manif’ des Insoumis de Porto (Portugal)*

*Ce qui excite quelques appétits. Si en quatre ans il se passera bien des choses, et qu’il est vain de commencer à prendre des paris sur la configuration de la prochaine élection présidentielle, il est peut-être utile d’esquisser un état des lieux des forces (et des faiblesses) politiques en présence.*

*La République en Marche avait à peine cinq ans lorsqu’elle fut renommée Renaissance, comme quoi la marche, ça fatigue, même les jeunes cadres autoproclamés dynamiques. Ce parti relativement majoritaire doit tout à Macron, tout comme l’UNR (et ses successeurs) devait tout à De Gaulle. Mais n’est pas De Gaulle qui veut. Même si beaucoup d’entre nous n’ont jamais été gaullistes, nous devons concéder qu’il avait une histoire et du souffle. Macron n’a ni l’une et à l’usage, ni l’autre, et son parti n’a jamais été, comme ceux de De Gaulle, qu’une chambre d’enregistrement de la volonté du chef, mais un chef sans histoire et sans souffle. Et dans ces cas-là, lorsque le départ programmé du chef pointe à l’horizon, le parti vire au marigot et des crocodiles lorgnent l’héritage, même si l’héritage que Macron risque d’être fort écorné par des passifs conséquents. Laissons donc les Philippe, Le Maire, Darmanin, qui seront peut-être rejoints par quelques autres, s’ébattre avant probablement de se battre, en les regardant du coin de l’œil quand même, car ce peut-être parfois divertissant. Peu implanté dans la société (c’est le cas de tous les partis), peu implanté dans l’histoire politique du pays, Renaissance semble voué au mieux à un lent dépérissement, ou à une explosion..*

*L’autre parti de droite (Les Républicains) est lui aussi dans une situation fragile, les uns souhaitant un rapprochement avec les macronisme, pas déjà franchi au fil des années par plusieurs personnalités, acceptant ainsi une vassalisation, d’autres louchent, plus ou moins discrètement, vers le Rassemblement National. Ecartelés les Rep. A l’extrême droite, si on peut se réjouir du fiasco de l’entreprise, on ne peut que s’inquiéter de la « bonne santé » du parti de Mme Le Pen, collectionnant de flatteurs sondages et ceci sans rien faire, engrangeant une bonne partie des dépités du macronisme. Permettons-nous à ce sujet une rapide incise : voilà que Darmanin accuse Mélenchon d’être la cause de la montée du RN ! On a le droit, et parfois le devoir, de faire des reproches à Mélenchon, mais comme il n’a rendu hommage aux policiers victimes de violence, voilà ce qui explique la montée du RN. On remarquera en outre que le dit Darmanin n’a jamais eu un mot pour les victimes des violences (pardon « usages disproportionnés de la force ») et des humiliations subies de la part de la police. Mais ce ne sont que des civils, et qui n’avaient qu’à pas être là, comme l’exprima un gradé policier à propos d’n blessé grave à Sainte-Soline. Fin de l’incise et faisons court : ce sont bien les conséquences désastreuses de la politique macroniste qui sont la cause principale de la montée du RN. Ce que l’on déplorer à ce sujet, c’est que la gauche, trop éparpillée sur le terrain, n’a pu faire le travail de conviction souhaitable pour freiner cette montée. La gauche, justement, elle en est où ? En petite forme, mon bon monsieur. Mais entrer dans détails, rendez-vous début juin pour notre prochain numéro !*

**Au sommaire de ce numéro**

Edito : Macron , on n’en peut plus, mais après, c’est quoi ? Englué par les conséquences de sa désastreuse réforme des retraites et de son inaction concernant la politique sociale, la santé, l’éducation, l’industrie, l’environnement, tout, quoi, Macron va connaître des temps difficiles avant son (ouf !) départ. Mais quoi après ? Jean-Luc Gonneau en dit (un peu) plus. *Illustrations glanées sur le net par la rédaction et Idalio Bruno*

**La haine des braves** Les violences policières, ça existe. **Yann Fiévet** le prouve, en analyse les méthodes, les causes et en quoi elles sont révélatrices de l’idéologie qui imprègne le gouvernement et notamment le président et son ministre de l’intérieur.

Démocratie : ritournelle incantatoire ou pratique à approfondir ? Nous apprécions ici les subtiles analyses de philosophe Saül Karsz, un socio-philosophe de notre temps qui nous éclaire dans cet article sur ce paradoxe : tout le monde se pose en défenseur de la démocratie mais chacun en a une conception différente, et bien peu pensent aux conditions de sa mise en pratique.

Construire un front large pour la démocratie En France (et pas seulement), l’idée même de démocratie serait en danger ? Patrick Le Hyaric nous propose une analyse très complète des causes de cette mise en cause et pose des éléments de réflexion pour que la gauche relève ce défi.

[Les humeurs de José Barros traites : Les humeurs de](https://www.facebook.com/hashtag/chroniquesdur%C3%A8gnedemanulepetit?__eep__=6&__cft__%5b0%5d=AZWMxY44ecR5ZZ88JUbWvczfXDxaS-5b3dqRV64nGbOxmLRjH0tR-89RX15t-kTNoGYYIpfW40eOl6S01xV6sc0FblbX0ixcWs8mXnAv6x14DR6atfclLKRBimkBrthNrCLYdbXQerTyFLoFrNBhfxCyOU1Rna9dGApFNZ5Zb_U-bjMTZ0Lfr2EhdY1ajebZcBbOyeBVPG7n8Dl258lERTgh&__tn__=*NK-y-R) José Barros sont vagabondes, souvent pinces-sans-rire, et abordent ici la notion d’adolescence (avec un sourire en coin en référence à notre président), une diatribe enflammée à propos des retraites et une indignation face aux violences policières. *Traduction de João Silveirinho*

Turquie : les élections du siécle Pour la première fois depuis vingt ans, le pouvoir du très autoritaire « sultan » Recep Erdogan est menacé lors de la toute proches élection présidentielle turque. Un score serré semble attendu, et la crainte de sombres manipulations du pouvoir en place est présente. Enis Coskun, éminent juriste turc, éclaire notre lanterne.

La fin de l’abondance ? Mais pour qui ? Nous l’avions peut-être oublié mais il y a quelque mois notre détesté président avait décrété « la fin de l’abondance », ce qui avait rire très jaune celles et ceux qui ne l’ont jamais connue. L’allègre Patrice Perron (toujours de Guidel) revient sur cet épisode, si lamentablement macronien.

**Le sexe, la viande et Sandrine Rousseau : quelques déboires du féminisme petit-bourgeois** Autre souvenir récent, le « buzz » créé par l’élue écolo Sandrine Rousseau,qui voulait qu’«une entrecôte cuite sur un barbecue ne soit plus un symbole de virilité ». Ce qui inspira une réponse calibrée et équilibrée de **Salomé B** que nous partageons et reproduisons

Les rois du nonsense, La relève du féminisme, Danger ! les nouveaux marchands d’armes, Kim, un coréen du nord passionné par la France, L’Art détourné : des dessins ou photomontages cocasses glanés sur le net par Agnès Bilh, Cristina Branco, Mourad Karabagli, Jean-Claude Laforgue, Leninha Pereira Machadinha, et Dina Soares

**La haine des braves**

*Par* ***Yann Fiévet***

L’un des pires penchants qui guette aujourd’hui notre société déstructurée par l’action – ou l’inaction ? – d’un pouvoir politique décidément aveugle et sourd tient en ceci : s’habituer aux violences policières, qu’elles fassent désormais partie de notre quotidien, qu’elles finissent par nous apparaître comme quasi naturelles face aux débordements inévitables du corps social mis sous une pression dangereusement aggravée. Le pouvoir politique nie l’existence de ces violences en usant d’un artifice de la pensée selon lequel l’Etat serait toujours légitime lorsqu’il réprime la mauvaise humeur d’une société en ébullition. Ainsi, la Présidente de l’Assemblée Nationale (PAN), Yaël Braun-Pivet a commis récemment sur l’antenne de France Inter un lapsus terriblement éclairant : « Je réprime le terme de violences policières ». Nous lui répondrons que nier les violences policières, c’est nier ceux qui en ont été les victimes, c’est donc déjà une des formes de la violence d’Etat, C’est effacer avec des mots les conséquences de ses propres actes, C’est quitter sa propre humanité en ignorant celle d’autrui. Nous vivons désormais en France l’expression terrifiante d’un pouvoir que nous pouvons qualifier de pathologique. Toutes les outrances lui paraissent potentiellement permises, toutes les armes disponibles sur le marché du répressif obligé s’offrent à son gargantuesque appétit d’ordre face aux « barbares » de l’intérieur. Le père fouettard en chef est d’ores-et-déjà prêt à couvrir presque tous les abus.

Allons, ils sont tout de même bien braves tous ces policiers et gendarmes. Ils risquent quotidiennement leur peau pour que nous puissions vivre paisiblement malgré les nombreuses incertitudes de nos existences. Ils sont ainsi garants du bon ordre qu’ils ne définissent évidemment pas eux-mêmes mais qu’ils sont persuadés de servir dignement en toutes circonstances. Rassurez-vous bonnes gens, ils connaissent leur métier et incarnent « la profession la plus contrôlée de notre pays ». Et pourtant… Le récit officiel – pour ne pas dire la fable – est de plus en plus souvent écorné. Il convient au passage de préciser que si grâce à quelques témoins malencontreux ou vidéos indiscrètes nous ne sommes plus dupes la part immergée de cette violence d’Etat – physique, morale ou psychologique - reste le plus souvent cachée dans l’intimité des paniers à salades, la discrétion des sombres commissariats, la confusion des nasses savamment organisées lors des manifestations se déroulant sur la voie publique. A ce dernier titre, rapportons quelques avatars récents on ne peut plus édifiants. À Nantes, le 14 mars dernier, un petit cortège étudiant s’en retournait pacifiquement dans son université après avoir participé à un barrage filtrant organisé contre la réforme des retraites par la CGT quand les gardiens de l’ordre ont encerclés le groupe et ont palpé quatre jeunes femmes, palpations ostensibles à l’intérieur des sous-vêtements accompagnées de propos grossiers, insultants et humiliants . Il s’agit là d’agressions sexuelles caractérisées pour lesquelles une plainte a été dûment déposée. Interrogé à l’Assemblée Nationale sur cette affaire, le 21 mars, le ministre de l’Intérieur n’a prononcé aucun mot à l’intention des 4 jeunes femmes ainsi agressées. Pour lui, il s’agit probablement d’une broutille qu’elles oublieront bien vite.

Parlons un peu des BRAV-M, ces brigades motorisées de répression de l'action violente, réminiscence assumée des sinistres « voltigeurs de Charlie », pas l’hebdo, la bavure, dont Gérald Darmanin est sans conteste le digne héritier, le pittoresque accent chantant en moins. Le 6 avril dernier, à Paris, une caméra surprit certains membres aguerris de l’une de ces brigades de choc en pleine action. Ils traînaient un homme au sol, évidemment sans ménagement, lors d'une autre manifestation contre la réforme des retraites. Dans la soirée du 20 mars, également à Paris, des membres d’une autres de ces dangereuses brigades avaient été enregistrés à leur insu au moment où ils insultaient et humiliaient copieusement plusieurs jeunes qu’ils soupçonnaient d’avoir mis le feu à des poubelles. Ils ont ensuite plaidé «La fatigue physique et morale». Ils ont notamment précisé sans craindre le ridicule que leurs « besoins fondamentaux et vitaux n'ont pas été respectés. S'hydrater et se restaurer étaient très compliqués». Comment ne pas plaindre ces braves serviteurs de l’Etat pris ici la main dans le sac à injures ? L’enregistrement ayant été authentifié la hiérarchie va être obligée de sévir. Très durement, on l’imagine ! Cependant, nous ne devrions pas être surpris par ces exactions commises lors des grands rassemblements citoyens. Les « jeunes de banlieues » vivent cela au centuple depuis des années à l’abri le plus souvent des regards ou dans l’indifférence des médias de masse. Est-il exagéré de dire que certaines de nos banlieues servent de terrain d’entraînement aux cosaques motorisés de la police française d’aujourd’hui ?

Il n’est plus possible, depuis longtemps déjà, de parler de bavures, de faits isolés inévitables dans le difficile exercice du maintien de « l’ordre républicain ». Il existe dans notre police un état d’esprit délétère que tous ses membres évidemment ne partagent pas mais qui est nettement plus étendu que l’indulgence commune n’est prête à le reconnaître. Osons le dire : il y a une culture policière de la haine faite d’une somme d’acrimonies contre de multiples victimes expiatoires potentielles, acrimonies qui ne demandent qu’à s’exprimer pour peu que l’autorité supérieure oublie , de façon plus ou moins sournoise ou calculée, de maintenir les garde-fous nécessaires à l’existence d’une « bonne police ». Il s’agit là d’une culture très masculine, en partie alimentée par les évolutions sociales des dernières décennies probablement mal acceptées en ces lieux du virilisme traditionnel. Les objets de l’acrimonie ambiante sont fort disparates et forment un curieux patchwork : acrimonie envers les femmes, les homos, les migrants, les écolos, les jeunes des cités, etc. Si cette culture particulière faisant système n’existe pas comment comprendre que l’on écrabouille sauvagement le campement précaire de migrants, qu’un coup de volant à droite fasse volontairement chuter un scooter et ses jeunes occupants, que des mains assermentées se glissent brutalement dans la culotte de jeunes manifestantes, que l’on retarde dramatiquement les secours dépêchés vers les nombreux blessés par le déluge de grenades de Sainte-Soline ? Alors, nous ne pouvons confondre la haine avérée d’une partie non négligeable des forces de l’ordre et « la rage de ceux que l’on piétine » pour reprendre l’expression du philosophe Etienne Balibar. La haine est un sentiment installé a priori sur des préjugés tenaces tandis que la rage est une réaction s’exprimant a posteriori consécutivement aux souffrances physiques ou morales infligées à diverses catégories du corps social. Il est plus que temps de mettre fin aux calamiteuses confusions, de faire entendre un autre récit que celui des fachos en herbe. Pourquoi pas par la multiplication des concerts de casseroles rageuses ?

La relève du féminisme

*Glané sur le net par Leninha Pereira Machadinha*



Démocratie : ritournelle incantatoire ou pratique à approfondir ?

*Par* ***Saül Karsz***

La réforme néolibérale contre les retraites, même devenue loi, n’est en rien une affaire close. Il ne s’agit nullement d’une parenthèse dont la fermeture permettrait de reprendre le cours réputé normal des choses. Une empreinte très certainement indélébile a été tracée, dont les effets sont loin d’être, tous, éclos.

Chemin faisant, des opposants et même quelques fidèles demandent à l’actuel président français d’être à l’écoute, d’entendre les colères qui montent, de s’ouvrir aux attentes et aux désespérances qui traversent la société française. Mais il ne le peut pas ! Ce n’est pas une question de volonté. Sont en jeu ses caractéristiques personnelles, lesquelles, loin d’exister en l’air sont marquées du sceau ancestral de sa classe sociale d’origine et d’appartenance : «arrogance nourrie d’ignorance sociale », selon l’historien Pierre Rosanvallon. Ces caractéristiques se font jour lors d’une conjoncture singulièrement grave, à enjeux multiples. En effet, des pans entiers de l’ordre du monde sont, plus que questionnés, démembrés, individus et groupes lésés et déçus y sont majoritaires. Ce qui paraissait, il y a peu encore, normal et nécessaire l’est de moins en moins. Des salariés de plus en plus nombreux ne veulent plus de l’inégalité criante en matière de salaires et de conditions de vie, tout comme de futurs professionnels renoncent à l’avenir plutôt confortable qu’ils trouvent décevant et socialement malsain qui les attend. Implacable naturalisation des différences et des clivages, dégradation de pratiquement tous les services, pas que publics d’ailleurs : serait-ce enfin « le nouveau monde » tant vanté ? La réforme néolibérale des retraites et sa répudiation par la grosse majorité de la société s’y inscrivent complètement. Dans ces circonstances, écouter et agir en conséquence, délibérer et tenir compte des arguments dissidents, s’ouvrir à ce qui ne nous ressemble pas mais pourrait nous faire grandir – voilà des exercices démocratiques qui n’ont rien d’évident. Et ce n’est pas parce que la droite s’y refuse complètement que toute la gauche s’y livre sans discontinuer.

La question démocratique se joue dans les fonctionnements institutionnels, dans les rapports administration-administrés, dans les liens parentaux et de couple, dans l’accès aux richesses collectivement produites et systématiquement privatisées, dans le mépris envers les gens d’en-bas et la fatuité dont se drapent ceux d’en haut. Elle se pose dans le déroulé des relations de travail et non seulement à propos des revenus. En fait également partie, en matière d’intervention sociale et médico-sociale, la différence politique et subjective, idéologique et clinique entre prise en charge et prise encompte. En-deçà et au-delà du binôme infernal composé par l’individualisme (si narcissique, si petit-bourgeois) et le collectivisme (si populiste, si peu créatif).

Dans la sphère publique autant que dans la vie privée, la question démocratique bat son plein. Sous des modalités diverses, elle se pose partout. Rares sont les moments où elle a revêtu une telle acuité, une telle urgence, une telle gravité. Autant rappeler que ce n’est ni un homme ni même un parti qui sont finalement en cause, mais une politique, une manière de gouverner et des objectifs de gouvernement, des styles de vie, des manières de penser et de ressentir.

Vivons-nous déjà en démocratie ou bien s’agit-il d’une démocratie approximative – effective pour les uns, écrasante pour les autres ? La question est bien celle-là, en effet. Les contenus et la portée de cette réforme contre les retraites ainsi que l’itinéraire autoritaire emprunté pour la valider montrent que le néolibéralisme n’a que faire même des formes plus ou moins démocratiques aujourd’hui en vigueur. Formes qu’on veut bien dans le décor mais aucunement au cœur de la pièce, ni dans son déroulé. La formule « démocratie libérale » ressemble de plus en plus explicitement à un oxymore. Le montrer à ciel ouvert est le seul intérêt de cette réforme.

« Démocratie » : slogan vite dépoussiéré le temps d’un discours et plus vite encore remisé dans son écrin fermé à double tour ou bien exigence jamais entièrement accomplie, pratique de tous les jours à approfondir sans relâche ? En ce dernier cas, il ne suffit plus de s’opposer, ni même de se révolter. On a tout intérêt à aller au-delà de la colère. Construire et partager des passions gaies, dirait Spinoza : interroger les évidences, repenser le monde, forger des destins qui ne soient pas des condamnations, ne pas vivre pour travailler mais travailler pour vivre, édifier une société où il ferait bon exister. Parce que la question n’est pas facile, ni ne va surtout de soi, le temps des spectateurs qui comptent les points est bel et bien dépassé. La responsabilité de tout un chacun dans ce qui arrive et dans ce qui pourrait arriver est engagée. La victimisation n’est vraiment pas de mise. On ne saurait prétendre « je ne savais pas... ! ». Peu ou prou, nous habitons le monde que nous méritons.

Les Rois du Nonsense

*Glané sur le net par Cristina Branco*



Traduction ; Aux îles Canaries, il n’y a pas de canaris. Aux îles Vierges, c’est la même chose : il n’y a pas de canaris

Construire un front large pour la démocratie

*Par* ***Patrick Le Hyaric****.*

Selon une enquête ViaVoice pour nos confrères de Libération (1) plus de trois Français sur quatre estiment que la démocratie française est en « mauvaise santé ». C’est dire la profondeur de la crise démocratique. Nous assistons, pour le moins, à une dérive autoritaire du pouvoir macroniste. Elle est grosse de dangers pour l’avenir. En effet, alors que la plupart des enquêtes d’opinion confirment la progression de l’extrême droite, les actes et les déclarations du pouvoir, validant de nombreuses thèses portées par celle-ci, l’encouragent. Au-delà, elles créent des jurisprudences permettant de saper les fondements de la République telle qu'énoncée dans le préambule de 1946 de la Constitution française, partie intégrante de notre bloc de constitutionnalité.

Celle-ci qualifie notre République de « sociale et démocratique ». Et, l’article 3 de la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen déclare que « le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d’autorité qui n’en émane expressément ». M. Macron s’en affranchit allègrement. Les institutions présidentialistes plaçaient déjà le Parlement sous contrainte d’un ordre du jour dictée par le pouvoir exécutif. Aujourd’hui c’est le président seul qui en détermine le calendrier, comme en témoignent ses prises de paroles, ou même les ministres découvrent les décisions concernant leurs périmètres de compétences. Il a expliqué ces derniers jours que l’utilisation de l’alinéa 49.3 de la Constitution serait utilisée autant que de besoin pour contraindre le Parlement. Il envisage même de gouverner par « ordonnances ».

Et, l’accumulation des lois sécuritaires constitue un inquiétant arsenal aux mains du pouvoir. Ce qui a été présenté comme des outils pour lutter contre le terrorisme peut devenir un rouleau compresseur contre toute opposition, toute idée subversive, toute action populaire. C’est ce qui a conduit la défenseuse des droits à s’alarmer ces derniers jours des « risques d’atteinte aux droits et libertés ». Cette alerte est inédite ! En effet, le gouvernement multiplie les interdictions de manifester. Il a été jusqu’à assimiler récemment le port d’une casserole à une menace terroriste. Un mot désormais utilisé à tout va pour faire taire toute contestation. C’est une insulte à celles et ceux qui en sont victimes ! C’est vraisemblablement au nom de la lutte contre « l’éco-terrorisme » que l’ambitieux locataire de la place Beauvau à tour à tour promis la dissolution de la coordination d’associations regroupées dans « les soulèvements de La Terre », d’Alternatiba, inquiété des associations d’aides aux migrants, de droit au logement au nom du délit de « promotion du squat », inscrit récemment dans une loi.

Plus facile d’accuser des associations que de créer des structures d’hébergement d’urgence et de lancer un grand plan de construction et de réhabilitation de logements à prix abordables et de faire respecter le droit au logement. Une étape supplémentaire a été franchie avec les menaces de ce même ministre visant à discréditer et à punir du retrait d’aides publiques la Ligue des droits de l’Homme. Celle-ci a commis le crime de documenter la réalité des violences policières lors du mouvement de Saintes-Soline. Cette vile attaque est d’ailleurs fortement soutenue par les grands médias du système pour discréditer cette grande association créée pour défendre le capitaine Dreyfus et qui, depuis, n’a jamais failli à son devoir, contrairement aux dires de la Première ministre et du Figaro. Contre les faits, ce dernier s’est permis d’accuser l’organisation des droits humains d’avoir couvert les crimes staliniens pendant que la cheffe du gouvernement lui fait un procès en… islamo-gauchisme. Quelle bassesse dans ce continuum de discrédit de l’organisation de Francis de Pressensé, de Paul Langevin, de Ferdinand Buisson, de Daniel Mayer, d’Henri Noguères, de Madeleine Rebérioux, d’Henri Leclerc et bien d’autres.

Il s’agit, en fait, pour le pouvoir d’empêcher toute contestation en disqualifiant des associations, en les accusant de ne pas se soumettre aux « valeurs » de la République. Et, la course à l’échalote est sans fin ! Voici que M. Ciotti, ancien camarade de parti de M. Darmanin, votant comme lui le recul de l’âge de départ en retraite est furieux contre ceux qui s’y opposent notamment les forces de gauche. Il qualifie son action de « terrorisme d’extrême gauche » et souhaite que le combat contre elle devienne une « priorité nationale à l’égal du combat contre le terrorisme islamique ». (Entretien dans le Figaro du 27 mars). Mieux encore le président du Medef a pu dans un silence assourdissant déclarer il y a quelques semaines que l’arrivée au pouvoir de l’extrême droite est « un risque nécessaire » (2)

La boucle est bouclée. Pousse-t-il à décréter l'État d’urgence ? Décidément le fond de l’air sent mauvais ! En vérité, ce sont les « valeurs » du capitalisme que le pouvoir, la droite et l’extrême droite ne veulent pas voir contestées. L’outil pour ce faire est la fameuse loi baptisée à l’origine de « lutte contre les séparatismes » rendue plus présentable sous le vocable de « loi confortant le respect des principes de la République ». Celle-ci conditionne l’attribution d’aides publiques à la signature d’un « contrat d’engagement républicain ». Ainsi, une association portant une parole critique sur l’action de l’État peut être considérée comme attentatoire à la « République ». On croit rêver ! Pourtant c’est de cela qu’il s’agit lorsque le ministre de l’Intérieur suggère de dissoudre « Les soulèvements de la Terre » ou encore lorsqu’il appelle les collectivités et l’État à réduire les aides publiques à la Ligue des droits de l’Homme. Il est flagrant que ce même ministre de l’Intérieur a trouvé les premières manifestations trop tranquilles. Du coup, il a fait changer la tactique policière pour favoriser le développement de violences afin de discréditer le mouvement syndical.

D’ailleurs en refusant de recevoir l’intersyndicale au plus fort de la crise, M. Macron agit en conformité avec sa pensée profonde : Les confédérations syndicales sont pour lui, inutiles. Toutes les élucubrations médiatiques autour de ses rapports personnels avec Laurent Berger cachent cette conception fondamentale. Il fallait humilier les syndicats, les désigner comme inutiles aux yeux des travailleurs pour en affaiblir la force et le rôle. Or, c’est le contraire qui se produit. L’unité syndicale marque vraisemblablement une nouvelle étape dans le combat du travail contre le capital. Les mouvements syndicaux, citoyens et environnementaux, tirent leur force de leur capacité d'agrégation de toutes les résistances sociales jusqu’à réclamer une nouvelle République ; sociale et démocratique.

La décision du conseil constitutionnel, approuvant le recul de l’âge de la retraite, tout en refusant le référendum d’initiative partagé, a convaincu de nouvelles fractions de la population du verrouillage du système accélérant et réduisant encore le chemin qui mène à la crise de régime. Un régime qui, par nécessité, s’enfonce dans un néo-libéralisme autoritaire. Face à ce projet, les antagonismes entre le capital et le travail sont poussés à leur comble. De partout le peuple constitué veut se faire entendre, aspire à prendre son destin en main, pour qu’enfin ses intérêts, ses aspirations à mieux vivre soient pris en compte.

Le grand complexe du média-business, comme à chaque moment clés des mouvements populaires, se placent à contre-courant pour tenter de faire réussir l’entreprise macroniste\*, notamment avec la survalorisation des « violences » et les mensonges à propos de la lutte contre les hausses des prix, ou encore en se félicitant d’une attitude prétendument responsable de l’extrême droite désormais présentée, tout naturellement, comme une alternative. Mais, il n’y a pas de démocratie véritable sans pluralisme des idées, sans pluralisme politique, sans pluralisme des médias. La démocratie sera amputée tant que la fine fleur du capital national détient la quasi-totalité de la presse et des médias. Dans un contexte si préoccupant, si inquiétant, les forces sociales, syndicales, associatives, les forces de gauche, écologistes et démocratiques ne devraient-elles pas lancer ensemble un puissant appel unitaire suivi d’une multiplicité d’actions pour la démocratie et les libertés, le respect de la personne humaine, le respect de la volonté et de la souveraineté populaire ? C’est une pressante nécessité au moment où la bourgeoisie capitaliste veut asphyxier la démocratie pour accélérer le démembrement des conquis sociaux.

*Article paru dans la Lettre internet de Patrick Le Hyaric*

.

[Les humeurs de José Barros](https://www.facebook.com/hashtag/chroniquesdur%C3%A8gnedemanulepetit?__eep__=6&__cft__%5b0%5d=AZWMxY44ecR5ZZ88JUbWvczfXDxaS-5b3dqRV64nGbOxmLRjH0tR-89RX15t-kTNoGYYIpfW40eOl6S01xV6sc0FblbX0ixcWs8mXnAv6x14DR6atfclLKRBimkBrthNrCLYdbXQerTyFLoFrNBhfxCyOU1Rna9dGApFNZ5Zb_U-bjMTZ0Lfr2EhdY1ajebZcBbOyeBVPG7n8Dl258lERTgh&__tn__=*NK-y-R)

*Par* ***José Barros.*** *Traduction de****João Silveirinho***

**L’adolescence**

Je ne sais si ce fut Pessoa (1) qui alerta ma curiosité sur le fait que l’homme ne commence à sortir de l’adolescence qu’autour de quarante ans, ni ne sais s’il s’agit là d’une vérité universelle, mais c’est sur la base de cette opinion que j’énonçai, lorsque l’actuel président de la République gagna sa première élection au suffrage universel, que « les français venaient d’élire un adolescent ! ». L’amie française qui m’entendit dire cela, et qui évidemment n’avait jamais lu nulle part ce que j’affirmais, se mit à bouillir de rage contre moi ! Elle avait dû penser que cette opinion venait directement de moi et, au moment où je disais ce que j’avais dit, en fait juste après l’annonce des résultats électoraux, me jeta au visage comme pour se défendre : « tu ne voulais tout de même pas qu’on laisse élire l’autre ! ». Non, bien sûr ! Mais je lui dis que j’avais fait ce commentaire après une certaine lecture qui me disait que l’homme (au sens masculin) ne sort de l’adolescence qu’après les quarante ans, et le président que nous venions d’élire n’avait pas encore quarante ans.

Je tentai de calmer l’animosité de mon amie et lui dis, pour qu’elle sorte de cette mauvaise humeur, que nous allions chercher qui avait dit cela, qu’elle pensait être une absurdité, et que nous le vilipendrions. Même si c’est Pessoa, lui dis-je, nous pouvons aussi vilipender Pessoa !

*(1) Fernando Pessoa (1888-1935), grand écrivain et poète portugais*

**Réduire les annuités de pensions de vieillesse… sans points ni virgule**

Lors d’une discussion libre avec quelques amis sur cette loi de la réforme des retraites qui passa au forceps du 49.3 j’entendis l’un de ces amis manifester son désaccord avec les syndicats car il ne comprenait pas qu’ils n’acceptent pas que le gouvernement recule l’âge de la retraite à 64 ans tandis que dans la majorité des autres pays personne ne bénéficie d’une retraite aussi tôt que les français et essayait d’obtenir mon accord avec sa réflexion alors que j’ai une position opposée que j’avais développée depuis longtemps avec des arguments réfléchis et maintenue depuis que je lui récitai de mémoire et d’un trait sans me soucier de points ou virgule en lui disant mon accord avec les syndicats et que je vais même plus loin parce qu’avec les avancées technologiques et les automatismes si on les mettait au service de l’humanité non seulement il sera possible de bénéficier d’une retraite complète et confortable dès 60 ans mais en plus nous pourrions bénéficier pendant la vie professionnelle d’une année d’une année de congés rémunérés après cinq années d’activité et qu’ainsi quand nous arriverions à l’âge de la retraite nous aurions déjà bénéficié de sept ou huit années de loisirs durant l’activité professionnelle et dans cette diatribe je développai aussi l’idée que pour produire toute la richesse qui se produit il n’est pas nécessaire d’augmenter les temps de travail ce que le gouvernement sait très bien et héla ce n’est pas ce qu’il recherche amis avec cette loi il cherche uniquement à économiser les annuités des pensions de vieillesse… Ouf ! j’ai dit tout ça sans respirer pour faire une pause

**Nous avons vu, nous avons entendu et nous avons lu… nous ne pouvons pas ignorer**

J’ai vu, entendu et lu, sur BFMTV, que le jeune Mickaël, 34 ans, fait partie des manifestants blessés pendant les violentes confrontations avec les forces de police il y a quelques semaines à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres. J’ai vu, entendu et lu qu’« après une intervention chirurgicale au crâne, il restait dans le coma ». J’ai vu, entendu et lu que quelques jours après les confrontations, la mère du jeune homme, triste et révoltée, annoncer sur BFMTV le dépôt d’une plainte pour tentative d’homicide devant le tribunal de Rennes.

J’ai vu, entendu et lu qu’une autre famille d’un autre manifestant a aussi déposé une plainte au même tribunal et pour les mêmes raisons « et pour vérifier s’il y a eu une entrave de la part des autorités à diligenter des secours immédiats » J’ai vu et entendu, de la bouche d’un défenseur des forces de police sur une chaîne de télévision, que le jeune homme atteint presque mortellement lors de la manifestation n’aurait pas du aller manifester là-bas ! Et cette position que « les jeunes n’ont qu’à pas aller manifester » a été fréquemment divulguée. C’est quoi, ça, « les jeunes n’ont qu’à pas aller manifester » ! Bon, peu m’importent les âges pour manifester ! Et aujourd’hui je proteste comme l’a fait la chère Sophia de Mello Breyner Andresen (1). Je proteste ainsi : nous avons vu, nous avons entendu, nous avons lu… nous ne pouvons pas ignorer ! Comme le chante aussi (et si bien) mon cher ami Francisco Fanhais (2) : Vemos, ouvimos e lemos… não podemos ignorar !

*(1) Sophia de Mello Breyner Andresen (1919-2004) Grande poétesse portugaise.*

*(2) Francisco Fanhais (1941) chanteur, opposant à Salazar, réfugié un temps en France.*

Art Détourné

*Glané sur le net par* ***Jean-Claude Laforgue***



Les élections du siècle en Turquie

*Par Enis Coskun*

Le 14 mai prochain les Turcs éliront leur Président et leurs députés. 100 ans après la fondation d’un État laïque sous la direction de Mustafa Kemal, ces élections sont cruciales pour l’avenir du pays.

Un contexte économique et social tendu

La situation économique et sociale du pays est catastrophique. Avec une inflation à trois chiffres, les hausses de prix sont devenues insupportables. Qu'ils soient ouvriers ou employés, la plupart des travailleurs ne perçoivent que le salaire minimum légal fixé à 8 500 livres turques (400 euros environ). Cette rémunération ne couvre même pas le montant des dépenses alimentaires élémentaires mensuelles pour une famille de quatre personnes qui s’élève à9 590 livres (479,50 euros) tandis que le seuil de pauvreté s’établit à 30 700 livres turques par mois (1535 euros). Le chômage atteint, selon les dernières statistiques officielles, 10,7 % de la population. La balance des paiements s’est fortement détériorée. Tous ces indicateurs montrent une économie turque à bout de souffle.

Un délitement de l’État de droit.

La Constitution adoptée en 2017 a établi un régime présidentiel. Le Président Recep Tayyip Erdoğan exerce le pouvoir exécutif et dirige le parti au pouvoir, l’AKP. Surtout, il a placé le pouvoir judiciaire sous son administration directe.

En Turquie, à la fin janvier 2023, 341 497 personnes étaient incarcérées. Parmi elles se trouvent des milliers de citoyens - journalistes, avocats, universitaires, personnalités politiques, membres d’ONG, syndicalistes - arrêtés, condamnés et emprisonnés pour des motifs politiques et sociaux, au grief par exemple d’injure au Président de la République.

Le pouvoir bafoue la volonté populaire. Ainsi a-t-il démis de leurs fonctions des dizaines de maires du Parti démocratique des peuples (HDP), élus démocratiquement dans l'Est et le Sud-est du pays et a nommé des administrateurs à leur place. Un procès sans fondement est intenté contre le maire d'Istanbul condamné, en première instance, à l’interdiction d’exercer tout mandat politique et à une peine d'emprisonnement. Le juge chargé du procès s'est opposé à la demande de ce verdict, il a été dessaisi du dossier et muté. Le juge qui l'a remplacé a statué dans le sens souhaité. Ainsi, un maire élu démocratiquement par plus de 16 millions d'habitants est-il victime de l'arbitraire. À l’approche des élections du 14 mai, un procès a été intenté contre le HDP, troisième parti au Parlement en nombre de députés, et menacé d’interdiction. Selahattin Demirtaş, ex-coprésident de ce parti, est abusivement emprisonné depuis sept ans. L'objectif est de le maintenir en prison à vie en ouvrant des parodies de procès successifs. L'homme d'affaires Osman Kavala se trouve dans la même situation. Bien que la Cour européenne des droits de l’Homme ait ordonné la libération de ces deux prisonniers, Erdoğan s'obstine à ne pas respecter ces décisions.

La liberté de pensée et d'expression est sous pression. Une anecdote qui circule sur les réseaux sociaux l’illustre parfaitement : dans une prison, un détenu souhaite se procurer un ouvrage ; le gardien lui fait savoir que l’établissement ne dispose point de ce livre, mais que …son auteur s’y trouve !

Une candidature à la légalité constitutionnelle contestable

La candidature d’Erdoğan suscite d'intenses débats. L’article 116 de la Constitution dispose qu’une personne ne peut être candidate à la présidence de la République que deux fois, ce qui est le cas du président actuel. En l’absence de majorité parlementaire justifiant l’organisation d’élections anticipées, Erdoğan a argué du fait que le référendum constitutionnel de 2017 avait ouvert une nouvelle période et que son élection de 2018 ne constituait que son premier mandat. La quasi-totalité des constitutionnalistes de Turquie désapprouve cette interprétation de la Constitution. Cependant, le Haut Conseil électoral (YSK), qui est chargé d’organiser les élections et dont les membres sont nommés par Erdoğan, a rejeté toutes les objections formulées.

S’il était réélu le 14 mai, le mandat d’Erdoğan courrait jusqu'en 2028. En cas d’élections anticipées il pourrait même l’étendre jusqu’en 2033 !

Erdoğan a l'habitude de s’affranchir des dispositions légales et constitutionnelles. Il a indiqué qu'il ne respecterait pas et n'appliquerait pas les décisions des tribunaux supranationaux, tels que la Cour européenne des droits de l’Homme, des juridictions suprêmes nationales, la Cour constitutionnelle et le Conseil d'État, ou même les décisions du pouvoir judiciaire qu'il n’approuverait pas.

"*La démocratie est un train que l'on quitte une fois arrivé à destination*" (Recep Tayyip Erdoğan, 1996)

Que visait réellement le maire d’Istanbul d’alors ? Que son projet politique, celui de l’abaissement de la démocratie et de la laïcité était au cœur de son programme, derrière des promesses de façade rassurantes. Aujourd’hui, Erdoğan, se prépare à franchir un nouveau cap. L’instauration d’une république islamique serait-elle le terme du nouveau “voyage”, s’il était réélu?

Dans la perspective des élections du14 mai prochain, l’AKP a fait alliance avec deux partis nationalistes (MHP et BBP) ainsi qu’avec deux partis politiques islamistes, l’Hüdapar, considéré comme la branche turque du “parti de Dieu” (Hezbollah, distinct de son homonyme libanais), mêlé à de nombreux assassinats politiques et le Yeniden Refah Partisi. Ces deux derniers partis ont posé comme condition la possibilité de porter atteinte aux principes républicains et laïcs inscrits, jusqu’à présent, dans la Constitution. Ils souhaitent également l'abrogation de la loi interdisant les violences à l'égard des femmes, dans le prolongement du désengagement de la Turquie de la Convention d’Istanbul. Ils demandent aussi que les femmes ne puissent occuper que des emplois “adaptés à leur nature” et que la mixité des classes à l'école soit abolie. Erdoğan a accepté les candidatures de ces deux partis dans sa coalition électorale.

La Turquie à la croisée des chemins

En fait, les élections du 14 mai prochain et les efforts d'Erdoğan pour rester au pouvoir cristallisent la lutte centenaire entre les républicains et leurs opposants. Parmi les pays du Moyen-Orient, le processus historique de la Turquie est unique. Il y a 100 ans, à l’issue de la Guerre d'indépendance, avec la proclamation de la République, le sultanat et le califat furent abolis. Depuis son élection, Erdoğan n’a eu de cesse d’affaiblir les fondements laïques de la république. Avec la présidentialisation du pouvoir induite par la modification constitutionnelle de 2017, ce mouvement s’est approfondi. Le peuple est progressivement dessaisi de sa souveraineté au profit du pouvoir présidentiel.

La sécurité et l'intégrité des élections ne sont aucunement garanties. Un doute pèse sur l’impartialité des commissions électorales locales. Nombre d’avocats proches du pouvoir ayant été nommés juges seront chargés d’organiser les scrutins et d’officialiser les résultats. Diverses agressions et provocations visent à intimider les électeurs et à les décourager de se rendre aux urnes. Les rumeurs sur les menaces d’assassinat du Président du principal parti d'opposition, Kemal Kiliçdaroglu, candidat de l’opposition à l’élection présidentielle, ont fait la une des médias.

En plus de « l'Alliance nationale » qui réunit six partis d’opposition, deux autres coalitions de gauche soutiennent la candidature de Kiliçdaroğlu à l’élection présidentielle. Un large front s'est formé contre Erdoğan. Dans les sondages le candidat de l’opposition devance son adversaire. Face à cette situation, nombreux sont ceux qui craignent un regain du climat de violence et d’affrontements comme ce fut le cas lors de l’élection présidentielle de 2015.

La Turquie est véritablement à la croisée des chemins. Il est crucial qu’à l’occasion de ces élections elle retrouve la voie de la démocratie et de l’État de droit.

*Article paru dans la revue Recherches internationales, www.recherches-internationales.fr*

Retraites : où va-t-on ?

*Glané sur le net par Dina Soares*



La fin de l’abondance ? Mais pour qui ?

*Par Patrice Perron*

Il n’aura échappé à personne que le Jupiter du premier mandat s’est transformé, s’est mué, ou alors a muté en Vulcain le 14 juillet lors d’une pratique du discours rituel qu’il avait rejeté et méprisé auparavant. N’étant pas radin sur le mépris, ni sur l’arrogance, Vulcain a vite capté qu’il n’irait pas loin, en tout cas pas plus loin que les flammes de l’enfer, s’il s’entêtait à porter ce qualificatif un peu chaud. Il ne ferait pas long feu !

Il est devenu, modestement (sic) Manu 1er, du surnom attribué par un jeune qui n’arrivait pas à traverser la rue, ni à changer de trottoir. Mais Manu tout court, ce n’est pas top, alors, pour prendre de la hauteur et tenter de se hisser au niveau des monarques de l’ancien régime, il s’est auto décerné le rang de 1er. Et voilà, notre modeste employé de banque de chez Rothschild, est devenu notre roi bien aimé. Du moins de la partie pas trop pauvre de l’Hexagone. Un peu moins des ruraux, vous savez, ceux qui habitent au fond des campagnes, là où il n’y a pas de bornes électriques, pas de transport en commun, pas d’hôpitaux, pas d’écoles, plus de pharmacies, et même plus de DAB (Distributeurs automatiques de billets). Ou pas aimé du tout de ceux qui sont sous ou juste au niveau du seuil de pauvreté. Ou juste un peu au-dessus. Vraiment, on joue avec les effets de seuil.

Car, disons-le tout net, l’abondance, eux, ils ne l’ont jamais connue. Ce qu’ils connaissent bien, par contre, c’est le CCAS, la CAF, les restos du cœur et pour certains, la manche et la rue. Quant à la théorie du ruissellement, ils ne reçoivent que la pluie sur la tronche quand ils sont dehors à essayer de se réchauffer. Il y en a même qui ne connaissaient pas le mot : - C’est quoi l’abondance ?

Ceux qui, aujourd’hui, découvrent la fin de la dite abondance, sont les citoyens qui vivaient sans dettes rédhibitoires, ceux qui avaient échappé au surendettement, qui économisaient juste un peu comme ils pouvaient, au cas où, qui tiraient sur leur propre corde pour ne pas demander de l’aide. Par souci de dignité. Et qui rament aujourd’hui. Qui économisaient déjà sur le chauffage. Pas pour faire plaisir à Manu 1er par anticipation, mais qui, déjà, pour finir le mois, se serraient un peu la ceinture. Eux, ils ne faisaient pas deux allers retours Paris-Doha dans la même semaine. Vous savez, les technocrates des statistiques et du budget, les nommaient la classe moyenne inférieure ! Maintenant, la classe moyenne inférieure a la tête sous l’eau. Ils sont devenus invisibles en rejoignant les pauvres.

Il est probable que ces citoyens, ne pourront pas restreindre encore plus leur chauffage. Car certains habitent dans des logements passoires, soit propriétés de marchands de sommeil, soit de bailleurs sociaux pas si sociaux que ça. C’est la même chose que pour les ascenseurs en panne dans les immeubles où il y a des personnes à mobilité réduite. À force d’éteindre le chauffage encore un peu plus, ils vont tous choper la crève et remplir les hôpitaux déjà blindés, puis, par effet domino, accroître le déficit de l’assurance maladie, vous savez, la Sécu ? Et ensuite Manu 1er nous dira qu’il faut diminuer encore un peu plus le niveau des remboursements de soins pour équilibrer le budget …

Et comme il faut avant tout préserver la compétitivité de l’économie, et surtout les intérêts de ses riches amis et/ou électeurs, Manu 1er et ses proches collaborateurs, baissent les allocations chômage, augmentent l’âge de départ à la retraite, incitent les patrons à pratiquer le licenciement abusif en plafonnant les indemnités quel qu’en soit le motif et protègent les profits énormes de leurs amis. Mais il est vrai que le mot solidarité n’est pas inscrit au fronton des mairies. Cela aurait pu être le quatrième mot du slogan Républicain.

En gros, pour conclure, il ne nous reste plus qu’à serrer les dents, et les fesses, aussi, par précaution, nous entraîner à ramer plus fort et mieux, regarder en haut de la montagne de Sisyphe, si le ruissellement arrive, travailler encore et encore, (comme dit Bernard Lavilliers), compter ses trimestres cotisés et validés, et pour ceux qui ont un bout de jardin, tenter d’y cultiver des patates et des légumes de survie. Jusqu’au jour où ça va péter pour de vrai. Car, nous le constatons chaque jour, l’abondance ne s’est pas tarie en trois domaines surtout :

- Les superprofits réalisés, notamment, par les fournisseurs d’énergie, sur le dos des consommateurs,

- La fréquence incroyable, par les beaux parleurs du gouvernement et de ses sbires, d’utilisation du 49-3

- Le niveau très élevé de déconnection du discours des politiciens. Mais cela, nous le savions déjà.

En ce jour Épiphanique de la galette fêtée au palais, Son Altesse Manu 1er a semblé agacée devant les boulangers qu’il recevait, par les super profits réalisés notamment par les fournisseurs d’électricité. Du coup, le prix de sa galette Élyséenne s’est mise à lui coûter cher, un pognon de dingue ! Commencerait-il à capter les choses de la vie ? L’abondance serait-elle une illusion ? Ceci dit, la galette à la frangipane était bonne … Je m’en lèche encore les babines !

**Kim, un jeune coréen du nord passionné par la France**

*Glané sur le net par* ***Mourad Karabagli***

****

**Le sexe, la viande et Sandrine Rousseau : quelques déboires du féminisme petit-bourgeois**

*Par* ***Salomé B.***

Il aura été difficile d’échapper au brillant débat d’idées qui secoue la rentrée. Lors d’une table ronde organisée aux universités d’été d’Europe Écologie les Verts, Sandrine Rousseau, tête de file de la branche gauchiste de son parti, déclare : « Il faut changer de mentalité pour que manger une entrecôte cuite sur un barbecue ne soit plus un symbole de virilité ».

Polémique, tollé : la sentence est reprise sur les pages internet de tous les grands médias français. Julien Bayou, chef d’EELV, se fend d’une déclaration pour soutenir la députée, Clémentine Autain (LFI) renchérit sur la nécessité de s’attaquer au virilisme pour « changer les mentalités ». Sur les réseaux sociaux, le camp réactionnaire se délecte : de la droite extrême à l’extrême droite, les mots doux s’enchainent contre le spectre d’un féministe « extrémiste » et « grotesque ».

Alors même que la rentrée sociale annonce d’ores et déjà son lot de misère et de difficulté, il est difficile de ne pas soupirer face à la superficialité de tels échanges.

Encore une fois le règne du fait divers écarte du débat public la concrétude du froid et du manque qui s’apprête à toucher une population toujours plus large. Aux étudiants qui campent dans les campings municipaux faute de logement, aux familles qui ne pourront assumer le triplement de leur facture d’électricité, aux lycéens privés de professeur, l’espace médiatique n’a encore une fois rien d’autre à offrir que la diversion.

**Une réelle division genrée du travail**

Pourtant, Sandrine Rousseau ne fantasme pas une situation imaginaire. La réalité étudiée sous le prisme de la statistique nous montre que les femmes consomment moins de viande que les hommes et qu’elles sont plus nombreuses à faire le choix du végétarisme.

L’analyse du partage du travail domestique pointe que si les femmes leur consacrent une partie infiniment supérieure de leur temps que les hommes, les tâches que ces derniers effectuent sont également conditionnées à des critères de sexe. Il est facile d’imaginer la signification de ces données tant elles appartiennent à l’expérience vécue : aux hommes le bricolage, aux femmes la vaisselle.

Nous pouvons complexifier l’analyse en expliquant que le monde social ne produit pas des tâches exclusivement réservées aux femmes ou aux hommes, mais plutôt des rapports sociaux spécifiques qui divisent le travail selon le sexe. L’exemple de la cuisine est particulièrement parlant : dans un cadre familial les femmes sont beaucoup plus nombreuses à assurer les repas quotidiens, pourtant elles sont très rares dans les cuisines des restaurants étoilés.

Les femmes exercent les tâches dévalorisées et peu reconnues dans l’espace social tandis que leurs pendants sont majoritairement pris en charge par les hommes. Ainsi, ils auront plus tendance à cuisiner dans un cadre domestique à l’occasion d’un dîner organisé ou d’une fête. Le barbecue appartient à cet univers masculin de tâches domestiques épisodiquement « effectuables ». De l’autre côté de la division genrée du travail, les femmes cuisinent les légumes, mettent la table, lavent la vaisselle, accueillent les invités, s’assurent du bon déroulé du repas.

**Ne passons pas à côté du problème**

Alors, Sandrine Rousseau a-t-elle raison ? Oui et non. Le fait que les hommes soient plus nombreux derrière un barbecue qu’un aspirateur est indiscutable. Mais son analyse politique passe à côté du véritable problème.

Dans la droite lignée de ses récentes propositions en matière de lutte contre le patriarcat, elle se concentre sur un « imaginaire » qu’il faudrait « déviriliser ». Il s’agirait alors de déconstruire les têtes façonnées par des siècles de patriarcat, en faisant du barbecue un symbole dégenré. Le lien avec la réalité quotidienne et la pratique politique est ici bien distendu.

Lorsqu’on prétend s’attaquer à des symboles et des abstractions supposées agir sur le monde, on finit rapidement par brasser du vent. Lutter pour l’émancipation totale des femmes dans l’espace domestique exige de détourner sa lance des moulins. Attaquons-nous à la place des femmes dans le monde du travail, au sein de l’emploi capitaliste, mais également au foyer. Seule une action sur la vie concrète des femmes pourra transformer leurs existences dans l’espace domestique et abolir la division genrée du travail.

Il s’agit de revendiquer la fin de l’orientation subie, une plus grande mobilisation contre les discriminations et les violences au travail, une véritable égalité des salaires et la fin des emplois précaires, une lutte systématique contre toutes les formes de violences sexistes. Cette lutte est plus ardue, car elle s’ancre dans un quotidien qui souvent nous échappe. Mais c’est justement cette réalité qui la rend opérante et transformatrice.

Ces combats participeront peut-être à inventer une manière de manger durable saine et festive accessible à toutes et tous. Nous pourrons alors ranger nos torchons pour nous écharper, nous aussi, autour du barbecue (« utiliser un brûleur, c’est de la triche ! »). D’ici là, espérons ne pas avoir à le ressortir pour nous réchauffer cet hiver…

*Article publié dans Avant-Gard, journal du Mouvement des jeunes communistes ( https://www.lavantgarde.fr)*

Danger ! Halte aux nouveaux marchands d’armes

*Glané sur le net par Agnès Bihl*



La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

Responsable de la publication : Jean-Luc Gonneau

Rédaction en chef : João Silveirinho

Éditorialistes : Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, Conception : Jean-Christophe Frachet, Jancry Humeurs : Mick et Paule, Grande Reportère : Florence Bray.

Adresse et abonnement : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers Courriel : redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus !

